

**DÉCLARATION CONJOINTE  
DES PARTENAIRES SOCIAUX DU  
DIALOGUE SOCIAL SECTORIEL  
EUROPÉEN SUR LE GAZ**



# **DÉCLARATION CONJOINTE DES PARTENAIRES SOCIAUX DU DIALOGUE SOCIAL SECTORIEL EUROPÉEN SUR LE GAZ**

Les partenaires sociaux européens pour l'industrie du gaz FSESP, Eurogas et industriAll Europe s'engagent à atteindre ensemble la neutralité carbone dans l'Union européenne d'ici 2050. Nous reconnaissons le rôle crucial du secteur du gaz dans la réalisation de nos objectifs climatiques et sommes conscients des possibilités qu'offrent les nouvelles technologies du gaz à la main-d'œuvre européenne en termes d'emplois de qualité, stables et non saisonniers. L'Europe est aujourd'hui le leader dans ces domaines et nous devons veiller à mettre à profit cette opportunité pour tous les citoyens européens. Alors que la crise économique provoquée par la pandémie de COVID-19 frappe durement l'économie et l'industrie européennes, les partenaires sociaux européens du secteur du gaz sont déterminés à poursuivre leurs engagements pour la transition vers des gaz décarbonés et renouvelables et la création d'emplois de qualité en Europe.

En 2018, près de 60% de l'énergie de l'UE provenait de sources importées.. Pour préserver et renforcer la sécurité de l'approvisionnement en énergie, les réseaux de gaz doivent être maintenus et adaptés aux opportunités alternatives d'approvisionnement décentralisé. La capacité de stockage du gaz est déjà bien développée et doit être élargie si nécessaire afin d'améliorer la résilience..

Nous saluons la décision de la Commission européenne d'intégrer la lutte contre le changement climatique dans toutes les actions que l'UE entreprendra dans les cinq prochaines années, et nous soulignons l'importance d'assurer une transition juste qui garantisse des emplois de qualité pour les citoyens européens et qui ne laisse aucune région pour compte.

La Commission européenne estime que jusqu'à 260 milliards d'euros d'investissements supplémentaires par an seront requis pour atteindre les objectifs climatiques et énergétiques actuels d'ici 2030. Cela ne sera pas possible sans une augmentation massive des investissements publics dans le déploiement des énergies renouvelables et décarbonées, les infrastructures de stockage, la rénovation thermique, les transports publics ou la recherche et le développement, et non sans une mise en œuvre socialement équitable de la législation sur l'énergie et le climat.

Les efforts à l'échelle de l'UE pour se relever de la crise de la COVID-19 doivent également être en ligne avec les efforts de transition énergétique et placer les citoyens au cœur de toute stratégie visant à donner un élan à l'économie régional.

La transition juste est au cœur du débat européen et international depuis quelques temps déjà. Elle est reconnue comme étant un objectif fondamental de l'accord de Paris et a été définie en 2015 par l'Organisation internationale du travail (OIT) dans ses principes directeurs pour une transition juste<sup>1</sup>. Les partenaires sociaux européens s'alignent sur la définition de la transition juste de l'OIT, à savoir :

1. L'intégration de la durabilité dans tous les secteurs, en se concentrant sur les entreprises locales et la diversification des activités et au moyen d'incitations réglementaires, financières et fiscales ;
2. Le développement de mécanismes de solidarité pour soutenir les secteurs et les régions les plus durement touchés par la transition, y compris une protection sociale adéquate et des programmes de formation pour les travailleurs impactés ;
3. La mise en place et le développement de stratégies à long terme pour atteindre la neutralité climatique au sein de l'UE d'ici 2050 ;
4. Un dialogue social efficace, des négociations collectives fortes ainsi que la participation des partenaires sociaux, qui contribueront à concevoir des stratégies à long terme pour anticiper les changements à tous les niveaux (national, sectoriel, entreprise).

Ces éléments deviendront d'autant plus importants qu'ils permettront de relever les défis à venir d'une manière socialement équitable et orientée vers l'avenir.

Le principal objectif du pacte vert européen est d'aider tous les citoyens européens à opérer le changement nécessaire dans leur façon de vivre, de consommer et de produire. Pour que ce changement s'opère, il est essentiel de veiller à ce que la transition soit socialement équitable et accessible pour tous les citoyens et travailleurs européens. Le pacte vert doit contribuer à réduire les disparités entre les citoyens européens ainsi qu'entre les régions d'Europe. La tran-

---

<sup>1</sup> [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/---emp\\_ent/documents/publication/wcms\\_432859.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_432859.pdf)

sition énergétique ne doit pas être uniquement considérée comme un enjeu technologique, mais aussi comme un défi fondamentalement social et politique.

Nous encourageons donc la Commission européenne à placer la dimension sociale au cœur du pacte vert. Nous pensons que l'UE peut réussir sa transition vers une économie durable tout en garantissant l'emploi, des conditions de vie décentes et l'accès à l'énergie pour tous. Pour cela, il est essentiel que la Commission évalue pleinement les impacts sociaux et les répercussions sur l'emploi de toutes les initiatives du pacte vert, à commencer par le plan d'action sur le climat à l'horizon 2030.

Nous saluons la mise en place d'un mécanisme pour une transition juste et soulignons l'importance d'associer les partenaires sociaux à la conception des plans territoriaux pour une transition juste, afin de mieux tenir compte des besoins et des opportunités de transition dans des secteurs spécifiques. Le dialogue social sectoriel entre les représentants des travailleurs et des employeurs est essentiel à chaque niveau décisionnel, car il représente un espace de discussion et d'anticipation de ces changements.

Nous saluons l'ambition de la Commission européenne de prôner une stratégie industrielle plus globale. L'objectif principal des politiques industrielles européennes doit être de doter l'UE de ses propres moyens pour atteindre la neutralité carbone. L'Europe a la capacité de devenir un leader dans les énergies décarbonées et le gaz renouvelables, les infrastructures résilientes et technologies de décarbonation, en particulier les technologies du gaz et le captage, l'utilisation et le stockage du carbone pour les industries énergivores. Le déploiement de ces systèmes et technologies énergétiques permettra non seulement de soutenir la transition des secteurs à forte intensité énergétique, mais aussi de garantir des emplois non saisonniers de qualité dans le secteur du gaz. Pour ce faire, il faut que les cadres réglementaires et financiers européens soutiennent les investissements dans les infrastructures du gaz, une harmonisation réglementaire et une normalisation des règles sur la terminologie et la qualité du gaz tout en encourageant la production et l'intégration de gaz renouvelables et décarbonés.

Les partenaires sociaux européens du secteur du gaz sont déterminés à encadrer la transition en analysant les défis et les besoins du secteur et de sa main d'œuvre ainsi qu'en définissant des solutions communes dans le cadre d'un projet conjoint.

Nous mettons en évidence la nécessité de cohérence et de complémentarité entre le mécanisme pour une transition juste et la stratégie industrielle dans le but de garantir la réussite de la transition à maintenir des chaînes de valeur industrielles intégrées et neutres en carbone ainsi que des emplois de qualité en Europe. Outre la protection des parties de la société et des régions les plus exposées aux incidences négatives de la transition, le mécanisme doit éga-

lement avoir pour objectif la préservation et le renforcement de la base industrielle dans les régions qui seront probablement les plus impactées.

Nous soutenons la création d'alliances industrielles, de recherche et de développement pour établir des synergies et mettre en commun les ressources afin d'accélérer le développement et l'adoption par le marché des technologies dont l'Europe aura besoin pour préserver son industrie et ses emplois. Les partenaires sociaux de l'industrie du gaz doivent être impliqués dans l'alliance sur l'hydrogène propre et l'alliance pour les technologies à faible émission de CO2.

Il est tout aussi crucial de réorganiser l'éducation afin de mieux sensibiliser à l'urgence, aux enjeux et aux opportunités liés à la réalisation de la neutralité climatique. L'UE et les Etats membres doivent également soutenir les formations professionnelles pour donner aux futurs travailleurs les compétences adéquates permettant de faire partie du nouveau secteur européen de l'énergie..

Il est également essentiel de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui prennent en compte la forte dimension de genre associée aux défis et opportunités environnementaux. Des politiques de genre doivent être envisagées pour promouvoir l'égalité des sexes et des conditions de travail équitables dans le secteur du gaz.

Les cinq prochaines années seront décisives pour l'avenir de l'Europe. Ce n'est qu'en s'efforçant de garantir une transition juste pour tous et un environnement propice à la prospérité des entreprises durables et à des emplois verts de qualité que l'UE sera à la hauteur des attentes de ses citoyens.



[www.epsu.org](http://www.epsu.org)



[www.eurogas.org](http://www.eurogas.org)



[www.industriall-europe.eu](http://www.industriall-europe.eu)